

Si les Romains étaient restés à Rome, on parlerait encore le latin

*«Les langues sont au service
des hommes, pas l'inverse.
Il n'y a aucune raison de
se battre par principe pour
maintenir une langue en vie.»*

Pour quelle raison parlez-vous d'un «marché aux langues» ?

C'est une métaphore qui permet de comprendre les valeurs respectives des langues du monde. Je suis parti d'une constatation : la monnaie la plus forte, le dollar, va avec la langue véhiculaire dominante qu'est l'anglais. Si on garde cette métaphore monétaire, on voit qu'il y a une tendance à la baisse des langues maternelles et une tendance à la hausse des langues véhiculaires, les langues d'Etat et de groupes d'Etats. De même que le dollar, l'euro ou le yen permettent d'acheter n'importe quelle monnaie, l'anglais permet de communiquer à peu près dans n'importe quel pays, contrairement à d'autres langues, qui ne sont parlées que par une communauté restreinte. On peut ajouter que c'est une loi du marché qui s'impose, pas une loi culturelle. On n'apprend pas l'anglais parce que c'est la langue de Shakespeare, mais parce que c'est celle de l'économie américaine.

Peut-on briser ce lien entre langues et loi du marché ? Et, d'une manière générale, peut-on, et doit-on, intervenir sur les langues ? Qu'on le puisse, certainement. Il

y a des exemples célèbres, comme la modernisation du turc (remplacement de l'alphabet arabe par l'alphabet latin plus adapté au système phonétique turc, suppression des tournures grammaticales arabo-persanes... par Mustapha Kemal dans les années 1920). Qu'on le doive ? Parfois, à condition d'avoir un contrôle démocratique. Les langues appartiennent à ceux qui les parlent, pas aux Etats. Il faut poser les fondements d'une politologie linguistique, une science des interventions linguistiques qui permettrait de contrôler ce «marché aux langues».

Les relations entre les langues obéiraient à un modèle «gravitationnel».

Dans ce grand désordre babélien qu'est le monde, il y a un ordre. Les langues sont

reliées entre elles par les bilingues. Et les systèmes de bilinguisme sont déterminés par des rapports de force. Au Maroc par exemple, un bilingue arabe/berbère est toujours de première langue berbère, au Sénégal, un bilingue wolof/français toujours de première langue wolof. En analy-

sant ces bilinguismes, on voit un système qui tourne autour

d'une unique langue pivot, l'anglais, dont les locuteurs ont souvent pour caractéristique de ne pas parler d'autre langue. Autour gravitent une dizaine d'autres – français, chinois, espagnol, hindi, arabe... – dont les locuteurs, lorsqu'ils apprennent une langue étrangère, apprennent soit une langue du même niveau (un Français apprendra l'espagnol), soit la langue de niveau supérieur, l'anglais. A un troisième niveau, autour de ces langues supercentrales, gravitent des langues centrales. Autour du français, ce sont les langues des pays colonisés – wolof, malinké... – et les langues régionales. Il y a enfin des langues périphériques, de quatrième niveau, que personne n'apprend, tandis que leurs locuteurs ont appris deux ou trois autres langues.

Ce système est très visible dans les grandes villes d'Afrique. A Ziguinchor, au Sénégal, une enquête a montré que, dans une journée, un lycéen utilise trois ou quatre langues. Avec sa grand-mère, il parlera la langue de sa région d'origine, par exemple

LOUIS-JEAN CALVET

professeur de linguistique, parle du statut des langues et de leurs relations politiques.

De Saussure à l'argot

Louis-Jean Calvet, 61 ans, est professeur de socio-linguistique à l'université d'Aix-Marseille. Spécialiste de Barthes et de Saussure, il travaille aussi sur les rapports entre langue, société et politique. Auteur éclectique, il a écrit sur l'argot, le colonialisme, les langues véhiculaires, l'histoire de l'écriture et la chanson française. Son dernier ouvrage, *le Marché aux langues. Essai de politologie linguistique sur la mondialisation* (Plon, 2002), est une réflexion sur le statut et les relations des langues du monde.

le balante. Avec ses copains, une autre, souvent le joola, la langue véhiculaire de la Casamance; en ville une troisième, le wolof, ça fait chic de parler la langue de la capitale, Dakar. Et une quatrième, le français, au lycée. Sans compter que sur le marché, on entend une vingtaine de langues: peul, mandingue, criolo...

Vous dénoncez un discours «politico-linguistiquement correct».

Ce discours qu'on entend à l'Unesco ou dans la Déclaration des droits des langues consiste essentiellement à dire que toutes les langues sont égales, ce qui est à la fois indiscutable et creux. Aux yeux du linguiste, toutes les langues sont égales, toutes méritent d'être étudiées. Mais, on l'a vu, dans ce marché dont je parle, les langues sont profondément inégales. Certaines ont un prestige international, d'autres sont revendiquées comme identitaires, d'autres encore sont abandonnées par leurs locuteurs. On a tendance à vouloir défendre les langues comme les bébés phoques. Dire que l'anglais et le provençal sont à égalité est

aussi dénué de sens que lourd de conséquences. Cela implique que les langues ne doivent pas mourir, qu'il faut les protéger, que chacun a droit à un enseignement dans sa langue... Ce qui est souvent impossible. Au Cameroun, par exemple, il y a 14 millions d'habitants et 225 langues.

Au Zaïre, 200 langues. Ces pays ont-ils les moyens de former des maîtres dans 200 langues? C'est impossible. Et est-ce seulement souhaitable?

Vous parlez de «thanatophilie linguistique».

Le discours «politico-linguistiquement correct» exprime une peur généralisée face à la mort des langues. Mais pourquoi une langue disparaît-elle? Parce qu'elle se transforme, parce que ses locuteurs sont morts ou parce qu'elle est remplacée par une autre. En trois ou quatre générations, les Provençaux sont passés au français. Quand on regarde le passé, on apprend que les langues changent sans arrêt.

On peut par exemple se pencher sur l'histoire de la Mésopotamie, une région qui correspond à l'Irak moderne et où on parle aujourd'hui le kurde, et surtout l'arabe. Au début du III^e millénaire avant notre ère, les Akkadiens, une population sémitique locale, ont été dominés par les Sumériens dont la culture et la langue ont pris une importance considérable. Rappelez-vous que la civilisation sumérienne est le ber-

ceau de l'écriture. Mais, six cents ans plus tard, les Akkadiens reprennent le pouvoir et, en quelques dizaines d'années, le sumérien n'est plus parlé en Mésopotamie, il subsiste seulement comme langue de culture. Vers 2300, l'akkadien est la langue officielle de l'empire et, sous sa forme babylonienne, il devient la langue diplomatique de tout le Proche-Orient. Beaucoup plus tard, il cédera la place à la langue d'un petit groupe de nomades: l'arabe. Toutes les langues disparaissent un jour, quels que soient leur diffusion et leur pouvoir.

Vous pensez donc qu'on peut laisser mourir des langues?

Les langues sont au service des hommes,

non l'inverse. Il n'y a aucune raison de se battre par principe pour maintenir une langue en vie. En revanche si cette langue est utile aux personnes qui la parlent, si elles veulent la conserver, c'est leur droit le plus strict et il faut les y aider. Mais il arrive aussi que, pour des raisons de promotion sociale, certains préfèrent transmettre la langue du pouvoir plutôt que leur langue maternelle. Qu'il s'agisse du français au Québec, du corse en Corse ou du shuar en Amazonie, la défense des langues en voie de disparition ou de celles confrontées à un impérialisme menaçant est un thème récurrent... et conflictuel.

En France, une enquête de l'Insee a montré que les gens considèrent souvent que la langue de leur enfance n'a aucun intérêt pour leurs enfants. Ce n'est pas seulement le vilain rouleau compresseur jacobin qui veut imposer le français contre le corse ou le gascon, ce sont aussi les parents corses ou gascons qui ne transmettent pas leur langue parce qu'ils pensent qu'elle ne servira à rien. Le cas de la Corse est intéressant. Les nationalistes revendiquent l'enseignement obligatoire du corse. Sauf que le corse est déjà enseigné dans le primaire. L'enseignement n'est pas «obligatoire», mais il est généralisé. La revendication n'est donc pas linguistique mais politique, et la question est de savoir si on doit faire un cadeau aux nationalistes corses avec l'adjectif «obligatoire».

Et dans l'Union européenne, que faut-il défendre?

Dès le départ, il a été dit que les langues officielles nationales des pays membres étaient *ipso facto* langues officielles de l'Union européenne. Pour l'instant, il est politiquement correct de dire que toutes les langues sont égales. On va vers un élar-

gissement à 25 pays, soit 19 langues, ce qui va faire 342 combinaisons. Un système absurde où on n'a par exemple pas de traducteur finnois-grec. On utilise donc des langues pivots, le français ou l'anglais, à partir desquelles on retraduit vers d'autres langues: c'est très lourd. Avec 11 langues officielles aujourd'hui au Parlement, la traduction et l'interprétation représentent 33 % du budget de fonctionnement. Imaginez avec 19 langues! Ce système ne peut qu'éclater.

Que faire? Depuis des années, tout le monde dit qu'il faut trois, quatre, à la rigueur cinq, langues de travail: l'anglais, l'allemand et le français. La quatrième pose un problème. Si on se fonde sur le nombre de locuteurs en Europe, c'est l'italien qui devrait être retenu. Sauf qu'au niveau mondial, il est beaucoup moins important que le portugais et l'espagnol. Mais qui va oser dire: «Dorénavant il y a quatre langues de travail»?

La politique linguistique devrait être la recherche d'un jeu à somme positive. Si on choisit l'anglais, le français, l'allemand et l'espagnol comme langues de travail de l'Europe, les autres langues gagneraient ailleurs. On pourrait par exemple développer leur enseignement ou décider que la quatrième langue est une langue tournante.

Sinon?

En 2001, l'équipe de Romano Prodi à la Commission européenne avait proposé de passer de trois langues de travail (allemand, français, anglais) à une langue unique, l'anglais. La France et l'Allemagne ayant immédiatement protesté, la proposition a été retirée, mais si on ne fait rien pour limiter le nombre de langues, si les pays continuent à s'accrocher à leurs droits linguistiques, l'anglais va s'imposer de facto. Alors qu'il y a des choses à inventer. A l'Union européenne comme dans tous les organismes internationaux, il serait très facile, pour un locuteur d'une langue romane, d'apprendre à

comprendre les autres. Ils pourraient communiquer entre eux, chacun parlant sa langue. C'est ainsi qu'a fonctionné un groupe de l'Organisation internationale de la Francophonie que j'ai présidé: des spécialistes parlant espagnol, français ou portugais ont travaillé pendant deux ans sans problèmes.

Quel est l'avenir linguistique du monde?

Avec la multiplication des communications, on va vers un plurilinguisme généralisé, qui existe déjà en Amazonie. Ce plurilinguisme peut évoluer vers la disparition des langues premières et l'expansion des grandes langues. Lesquelles? Méfions-nous des évidences. La démographie compte, bien sûr, mais l'importance démographique d'une population

ne suffit pas à assurer le statut de sa langue. Le chinois, bien que parlé par plus d'un milliard de personnes, n'est – pour l'essentiel – pas une langue véhiculaire. En dehors de ses frontières, il n'est parlé que dans les petites populations des Chinatown de San Francisco ou de Paris: la langue la plus parlée dans le monde est peu apprise comme langue seconde.

On pourrait aussi penser qu'une langue utilisée par un petit groupe n'a pas d'avenir. Ce n'est vrai qu'à court terme.

Au départ, le latin n'était parlé que dans le Latium, au centre de l'Italie; dix siècles plus tard, on le parlait en Espagne, en Afrique du Nord et dans les Balkans. Ce qui montre qu'il est impossible de prédire l'état linguistique du monde dans 1000 ans ou même dans 200 ans. Par ailleurs, le succès même d'une langue se retourne contre elle. C'est parce que le latin s'est répandu sur un immense territoire qu'il existe aujourd'hui des langues romanes. Si les Romains étaient restés à Rome, on parlerait encore le latin, mais ni le portugais ni le français. Le français,

à son tour est en train de se transformer, en Afrique, par exemple. Dans quelque temps, on parlera peut-être une nouvelle génération de langues qui seront au français ce que le français est au latin. Et l'anglais? Aujourd'hui, c'est la langue dominante internationalement. Mais, comme le montre le destin du latin et du sumérien, il est voué à disparaître. Dans quatre siècles, la langue des relations internationales sera peut-être l'arabe, ou le chinois, ou une langue qui n'existe pas encore ●

Recueilli par
NATALIE LEVISALLES

*«Dans quatre siècles,
la langue des relations
internationales sera peut-être
l'arabe ou le chinois.»*